

RENCONTRE RÉGIONALE DE L'ONVTAD À BOUIRA

Les victimes du terrorisme réclament un statut particulier

Réunis jeudi dernier à Bouira, les délégués de 12 wilayas du centre de l'ONVTAD (Organisation nationale des victimes du terrorisme et ayants droit) ont saisi l'occasion de la présence des 15 membres du bureau national, à leur tête, le secrétaire général, Elfar Lakhdar, pour exposer les problèmes que vit cette frange de la société. Une frange évaluée, selon le secrétaire général de l'ONVTAD, à près d'un million de personnes composées de veuves, d'enfants et de parents des 180 000 victimes assassinées par les terroristes durant la décennie noire.

Ainsi, au sujet de ces problèmes, l'ensemble des présents a évoqué les pensions versées aux veuves des victimes ainsi qu'à leurs ayants droit et qui sont loin de répondre aux besoins quotidiens de ces familles, d'autres ont parlé du logement et de la non-prise en charge des recommandations du président de la République qui avait instruit le ministre la Solidarité nationale pour la construction de 100 logements dans chaque wilaya au profit de

cette frange de la société, la prise en charge des victimes qui avaient perdu leurs biens et qui n'ont pas été jusqu'à ce jour indemnisées et la revue des cas des familles qui avaient bénéficié d'un capital global et qui se retrouvent aujourd'hui dans le dénuement.

En outre, parmi les points exposés, le plus pressant est celui relatif à la nécessité de revoir en urgence à la hausse les pensions et autres indemnités. Cela d'autant plus, argu-

mentent les présents, que l'embellie financière est là et que les autres franges de la société, travailleurs et retraités, ont bénéficié de ces augmentations pour faire face au pouvoir d'achat qui a considérablement, et de l'avis même du gouvernement, chuté.

En somme, lors de cette journée, les présents sont parvenus à une seule conclusion : celle d'aller vite vers un statut particulier qui protégerait définitivement les victimes du terrorisme et leurs ayants droit des aléas du temps, et les différencierait des autres victimes. Car, comme l'avait déclaré le secrétaire général de l'ONVTAD, hier lors d'un point de presse, « nous n'accepterons jamais à ce que les victimes du terrorisme que nous sommes, soyons mis dans le même moule sous le vocable de victimes de la tragédie nationale. Non ; nous le disons et le

redisons, nous sommes des victimes du terrorisme aveugle qui a frappé l'Algérie pendant plus d'une décennie ». Enfin, et comme cela est devenu à la mode, l'ONVTAD, peut-être beaucoup plus par stratégie, invite le président de la République à amender la Constitution pour pouvoir se représenter pour un troisième mandat « afin de parachever le programme de développement... »

Sur ce point, relevons que le secrétaire général et à la question d'un journaliste, a reconnu que parmi les délégués présents ce jeudi dernier, il y en avait qui étaient contre le soutien du président pour un troisième mandat mais la majorité des délégués de l'ONVTAD, surtout ceux de l'ouest et du sud-ouest, sont pour un troisième mandat pour le président Bouteflika. Y. Y.

BOUIRA

Journée d'étude sur le fort turc

La direction de la culture, en coordination avec l'Association pour l'histoire et le patrimoine de la wilaya de Bouira, a organisé une journée d'étude sur le fort turc ou Bordj Hamza.

Animée par d'éminents docteurs des universités d'Alger et de Tlemcen, la journée a été fort intéressante dans la mesure où les présents, surtout les étudiants en histoire ainsi que les chercheurs, ont eu l'occasion de débattre sur ce patrimoine et tant d'autres, autour de leur préservation et leur rôle dans la sauvegarde de la mémoire collective. Ainsi, durant une journée, plusieurs communications suivies de débats ont été faites. Nous citerons entre autres « Le patrimoine historique et l'identité » présentée par le docteur Laâredj Abdelaziz de l'université d'Alger, « Le fort Hamza (turc), histoire et restauration » par Mme Radjai Zakia, docteur d'Etat et maître de conférences à l'université d'Alger, « Le patrimoine bâti et les méthodes de sa préservation » par le docteur Maârouf Belhadj, maître de confé-

rences à l'université de Tlemcen. D'autres communications ayant trait à la restauration et aux méthodes d'entretien des sites patrimoniaux, au rôle des sites historiques dans le développement économique ont été faites dans l'après-midi.

Signalons que le directeur de la culture, Omar Reghal, a donné au tout début de la journée un aperçu sur les différents sites historiques de la wilaya de Bouira, comme le fort turc, objet de l'étude, la muraille de Sour -El-Ghozlane, l'aqueduc romain, le théâtre romain dans la même ville, le site de Ouled Slama où existe un mausolée dit de Takfarinas...

Le directeur de la culture a informé l'assistance de l'existence d'une enveloppe financière fort consistante octroyée par le ministère pour entamer les études de ces sites avant leur restauration.

Pour le fort turc, ajoutera-t-il, l'étude de la restauration a été confiée au bureau d'études Atrium dont le chef de projet est une spécialiste en matière de recherche pour la reconstitution des monuments historiques. Concernant l'entretien du site, la

chargée du patrimoine au niveau de la direction de la culture informera l'assistance que le fort turc, une fois restauré, servira de musée pour la wilaya de Bouira.

Enfin, rappelons que le fort turc a été érigé dans les années 1570 selon quelques historiens, 1540 selon d'autres, sur une colline qui domine la région, par les Turcs au lendemain de leur installation en Algérie, il a longtemps servi aux Turcs qui l'appelaient Bordj Hamza, au repli de leurs forces militaires qui étaient régulièrement attaquées par les tribus berbères, notamment qui étaient hostiles à la présence turque pendant tout le temps qu'a duré la présence ottomane en Algérie.

Après le départ des Turcs et l'avènement du colonialisme français, le fort a longtemps servi de poste de commandement pour l'Emir Abdelkader et son lieutenant Ben Salem de la région de Bouira.

Après la chute de l'Emir Abdelkader, les Français ont abandonné le lieu pour s'établir sur une plus vaste étendue, et le fort turc connut son déclin avant de tomber en ruine. Y. Y.

TIARET

Arrêté pour tentative d'incendie contre le siège de l'APC de Tounina

Décidément, le chômage n'en finit pas de faire des mécontents voire des révoltés parmi les jeunes livrés à l'oisiveté. C'est du moins le cas de H. M., 23 ans qui s'est présenté au cours de ce mois à la mairie de Tounina, une commune distante d'une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Tiaret pour proférer des menaces d'incendie et d'explosion contre le siège de l'APC de cette localité, comme le rapporte un communiqué de la brigade de la gendarmerie. Cette scène, peu fréquente dans une localité aussi paisible que Tounina se passait sous les regards médusés des employés et des élus locaux. Le jeune sur-excité, non sans réitérer ses menaces de passer à l'acte si son « vœu » n'est pas exaucé, était muni d'une bouteille de gaz butane et d'un briquet, chose qui a suscité une vive panique parmi la population locale. En effet, et selon le même document, le jeune avait recouru à ce procédé pour exiger que son nom figure parmi la liste des bénéficiaires du filet social, un dispositif d'emploi permettant aux sans emploi et notamment aux chargés de famille de prétendre à une indemnité mensuelle de l'ordre de 3000 dinars. Alertés, les éléments de la gendarmerie se sont rendus sur les lieux et ont pu maîtriser à temps le jeune mécontent qui devrait comparaître prochainement devant le tribunal de Sougueur pour destruction de biens publics.

Chasse contre les chiens errants

Les habitants des cités situées dans la partie sud de la ville plus particulièrement du côté des 330 logements, ont vécu une vive panique dans la nuit de jeudi à vendredi alors qu'ils étaient profondément plongés dans leur sommeil. Il a fallu du temps pour que ces derniers se rendent compte qu'il s'agissait en fait d'une campagne de lutte contre les chiens errants. Lancée depuis plus d'une semaine par les services de l'APC de Tiaret, cette opération cible principalement l'éradication de ces animaux en raison des dangers qu'ils présentent pour les citoyens, sachant que nombreux sont ceux qui ont été victimes de graves morsures, à en juger par les chiffres effrayants enregistrés par le service de la prévention relevant du secteur sanitaire Youssef Darnadj de Tiaret. A noter que cette campagne a trouvé un grand soulagement auprès des habitants des quartiers où, très souvent, des meutes de chiens sillonnent les artères de jour comme de nuit pour s'attaquer aux passants et constituer une véritable menace.

Mourad B.

BÉCHAR

Les directeurs de CEM protestent

Les directeurs de CEM de la wilaya de Béchar ont observé, mercredi, un sit-in dans l'enceinte de la Direction de l'éducation. Ils protestent contre la nouvelle grille des salaires qui met, selon eux, sur un pied d'égalité les surveillants généraux, les professeurs principaux et les enseignants principaux. Selon ces derniers, la nouvelle grille octroie la même catégorie à tous les membres du conseil administratif et ignore totalement les responsabilités qu'assument les responsables des établissements du secondaire.

Ce mouvement de protestation a débuté vers 14 h et s'est achevé vers 16 h 30. « Nous voulons que les responsables qui ont confectionné cette grille sachent que nous contestons la catégorie 13 qui nous a été attribuée au lieu de la 16-2 que nous avions jusqu'alors », nous dira l'un des directeurs.

Lies Mourad

TIZI-OUZOU

Inauguration de plusieurs projets aux Ouadhias

Les autorités locales de la daïra des Ouadhias ont procédé à l'inauguration de quelques projets d'utilité publique à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du chahid, le 18 février 2008.

Après le dépôt d'une gerbe de fleurs au niveau du monument du centre-ville à la mémoire des martyrs de la glorieuse révolution, la délégation des élus et responsables locaux conduite par le chef de daïra des Ouadhias ont mis en marche l'éclairage public le long de la RN30 sur un tronçon allant de Bedha jusqu'à la limite avec la commune de Tizi n'Tieta. C'est sur ce tronçon qu'un groupe d'élèves du CEM Si-Yahia- Mohamed et quelques athlètes des sections sportives de la commune ont procédé à la plantation de quelques plants.

Ensuite, la délégation a procédé à l'inauguration du branchement de gaz de ville au niveau de la cité Abane-Ramdane au profit de 84 foyers. C'était la famille de Djebbi Salem qui a eu l'honneur de recevoir la délégation pour l'allumage-test à l'intérieur de la maison. L'escalade suivante, Tizi n'Tieta, pour l'inauguration d'une crèche communale à proximité du lycée du chef-lieu, au bas-côté gauche en allant vers Aït Bouaddou.

Cette crèche dont la superficie de la bâtisse est de 250 m², réalisée par l'entreprise ETB TCE de

Tizi Gheniff, comprend deux niveaux et a coûté à ses promoteurs la bagatelle de 1 milliard 200 millions de centimes (12 millions de dinars) financée dans le cadre du Fonds commun des collectivités locales (FCCL).

Pour le moment, la décision n'est pas encore prise quant à l'entité qui aura la charge de gérer cet établissement comme l'a affirmé le président de l'APC, M. Souam Hocine, devant l'assistance, mais celui-ci a tenu à afficher son vœu de le céder en concession. Selon le premier magistrat de la commune, cette crèche pourrait recevoir environ 80 enfants et emploierait jusqu'à 15 personnes recrutées une fois le gestionnaire connu. Après l'intervention du président de l'APC et

du chef de daïra, pour remercier tous ceux qui ont contribué à la concrétisation de ce projet au profit des enfants de la commune, la parole fut donnée au responsable local de l'Organisation nationale des moudjahidines, M. Si Ahmed Hadi Hocine. Celui-ci, dans un discours de clôture bien structuré, a présenté un long exposé en donnant une rétrospective du cheminement du mouvement pour l'indépendance de l'Algérie, date par date, depuis la prise de la Kabylie par les forces coloniales en 1857 jusqu'à l'indépendance en faisant l'éloge des figures emblématiques de la guerre de Libération, notamment celles issues de la région, l'ex-commune mixte de Draâ-El-Mizan.

M. S. Bel